

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Voter et faites voter à gauche le 17 juin

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : lundi 11 juin 2007

Démocratie & Socialisme

Il y a encore des chances de bloquer le déferlement pro-Sarkozy au sein de l'Assemblée nationale. Cela implique un effort pour voter à gauche le dimanche 17 juin.

On voit les ravages de l'inversion du calendrier qui dévaluent l'élection du Parlement par rapport au scrutin présidentiel. En tant que membre du CN du PS, je fus le seul voter contre cette inversion, en décembre 2000. Hélas, maintenant les conséquences de cette erreur sont là...

C'est normalement le Parlement qui fait les lois du pays, mais les électeurs ont été conditionnés à ce que le choix personnalisé du président soit le plus important et que le choix de l'Assemblée nationale devienne secondaire. Cette façon de personnaliser la politique dépolitise les personnes. Le présidentielisme est par définition un système bonapartiste, autoritaire, arbitraire, incapable de refléter démocratiquement les aspirations vivantes d'une société. On en a déjà subi toutes les conséquences négatives dans la V^e République. La conscience se dessinait dans l'opinion pour en sortir et revenir à un vrai système parlementaire : mai-juin 2007, de ce point de vue, est un cruel recul.

Pourquoi n'a-t-on pas, alors que nous le pouvions, retailé les circonscriptions de façon démocratique (comme le demandait raisonnablement dès 1998 le Conseil constitutionnel !) : c'est le « découpage Pasqua » de 1986 qui règne encore, et il y a des dizaines de milliers de voix qui sont neutralisées, dérivées. Pour élire certains députés notamment de gauche, il faut 5 fois plus de voix que pour d'autres. C'est un scrutin particulièrement injuste car il aboutit ainsi à ce qu'avec les 31 % de Sarkozy le 22 avril, il obtienne plus de 80 % de députés potentiels.

Pourquoi enfin n'avons-nous pas introduit la proportionnelle entre 1997 à 2002 ? Car celle-ci est indispensable au pluralisme, à la représentation la plus fidèle possible des courants, sensibilités qui traversent l'opinion. A ne pas l'avoir fait à temps, nos partenaires de gauche et nous mêmes en sommes victimes aujourd'hui. Pourquoi n'avons-nous fait de loi anti-trust contre la concentration inique de la presse et des médias entre quelques mains, celles des marchands d'armes et de béton ? Ce sont eux, aujourd'hui qui façonnent la démobilisation électorale aux législatives.

Pourquoi n'avons-nous pas fait une campagne plus offensive contre Sarkozy ? Le 6 mai, c'était une élection imperdable. Cela faisait quatre ans que la France roulait vers la gauche, à travers les mouvements sociaux énormes de 2003 et de 2006, et les scrutins de 2004 et de 2005. C'était l'heure de l'alternance ! Mais nous n'avons, hélas, pas fait l'unité de toute la gauche ! Nous avons hélas, nourri un prétendu « centre » qui est en vérité de droite... Nous avons hélas, été moins offensifs contre Sarkozy que Sarkozy ne l'a été contre nous, sur toutes les questions essentielles comme les 35 h, le droit du travail, le maintien de la retraite à 60 ans, la hausse massive des salaires, la redistribution des richesses, la solidarité sociale, la santé gratuite, les écoles et les universités publiques (pas livrées au patronat), des impôts justes, directs et progressifs...

Il faut tirer les leçons du 6 mai à gauche : ce ne sera pas en se tournant vers les vrais faux centristes ! Ce ne sera pas le cas, ni en s'accablant : « j'ai perdu, je m'en vais », ni en niant : « je n'ai pas perdu, je reste ».

Mais en refondant toute la gauche sur un vrai programme de gauche face au programme de la vraie droite qui s'annonce ! Un programme commun avec des candidats communs...

Mais alors qu'il y avait un record de participation les 22 avril et 6 mai 2007, voilà qu'est revenu un record d'abstention le 10 juin. La gauche était tellement enthousiaste, tellement désireuse de gagner qu'elle... est démobilisée. Après un immense espoir, un sentiment d'impuissance est temporairement revenu.

Mais est-ce une raison pour baisser les bras et laisser faire le pire le 17 juin ? Non !

Car dès juillet, le gouvernement Fillon va entreprendre sa sale politique antisociale, telle qu'elle a été clairement annoncée. Péages pour l'accès à la santé, Tva antisociale, cadeaux fiscaux le pire de ce que proposent Sarkozy-Juppé mais, pour cela, il faut à la fois un rapport de force social et un rapport de force institutionnel. A la fois des mouvements sociaux unis, et des députés en assez grand nombre, eux aussi unis et combattifs.

Vive les salariés de Kronenbourg en grève contre les heures supplémentaires :

Pendant le CPE, la bataille au Parlement des députés de gauche a aidé la mobilisation dans les rues, dans les facs et les entreprises. Le temps gagné avant que la loi ne soit amendée, discutée, contestée, votée, a été indispensable en février, mars, avril 2006. A nouveau, on le voit, des salariés luttent, y compris à Kronenbourg, contre les heures supplémentaires imposées... C'est selon la force de la gauche au Parlement, qu'en juillet 2007 - et après - on pourra ou non freiner le « choc » anti social que Sarkozy et Fillon voudront imposer contre le Code du travail, les 35 h, les retraites !

Alors mobilisez au maximum autour de vous pour que la gauche soit la mieux en position d'agir et de vous défendre.

Votez et faites voter autour de vous pour tous les candidats de gauche les mieux placés pour l'emporter le 17 juin !

Gérard Filoche, le 10 juin 07